

LA

La Lettre de Solidarité Laïque
Prix : 5€ - 4^e trimestre 2021

n°75

LETTRE



Solidarité
Laïque

ÉDITO



Pascal Kouamé
Directeur international
de Solidarité Laïque

Faire confiance aux jeunes et aux moins jeunes

L'idée de la jeunesse comme l'avenir d'un pays est sans doute vraie, mais elle traduit une logique selon laquelle les jeunes avanceraient vers une finalité qui serait la maturité, seul moment légitime où ils.elles seraient considéré.e.s compétent.e.s pour agir. Or, à travers divers contextes dans le monde, les jeunes ont démontré leur capacité à agir dans leur milieu pour le transformer et l'améliorer.

Dans un monde de plus en plus complexe, où les systèmes de pensée traditionnels peinent à répondre aux défis d'aujourd'hui (changements climatiques, transitions démographiques, transitions numériques, etc.), la contribution des jeunes et l'espace nécessaire à leur accorder ne sont plus discutables. C'est certain ! Ils.elles ne détiennent pas le monopole de l'innovation, mais dans une démarche intergénérationnelle de transmission, des solutions nouvelles peuvent être construites pour répondre aux enjeux locaux et globaux. Dans ce sens, la formation tout au long de la vie est une démarche incontournable. Celle-ci permet à chacun.e, jeune ou adulte, de trouver sa place dans la société, d'être autonome et de se sentir utile dans sa communauté. C'est pourquoi, Solidarité Laïque place l'individu au centre de son propre développement pour lui permettre d'acquérir et de renforcer non seulement les compétences nécessaires à son employabilité mais aussi à sa participation citoyenne.

Daniel Onguene, artiste camerounais, affectionne la pratique du dessin qui lui permet d'entretenir ses rêves et de rester positif face aux vicissitudes de la vie. Son travail parle des conditions de vies humaines et des parcours empruntés par des anonymes pour parvenir à réaliser leurs rêves.

La Lettre de Solidarité Laïque N° 75. 4^e trimestre 2021 - Abonnement 20 € - Directrice de la publication: Anne-Marie Harster. Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 Paris - Tél.: 01 45 35 13 13 - Dépôt légal : août 2020 - Numéro ISSN 1298 714 X - Impression: IJB Bondues - Suivez nos actualités sur solidarite-laïque.org



DOSSIER

PRENDRE SA PLACE
DANS UN MONDE
COMPLEXE
“ JE ME CHERCHE,
JE ME DÉBROUILLE.”

© Boris Anje

Haïti RECONSTRUIRE EN VAIN ? RECONSTRUIRE SANS FIN ?



© Shutterstock - Arin Dambanerjee

11 ans après le tremblement de terre meurtrier de janvier 2010, suivi 5 ans après par le cyclone Matthew, Haïti a été une nouvelle fois frappée, le 14 août dernier, par un séisme destructeur (près de 2 500 mort.e.s et plus de 12 000 blessé.e.s). Un bilan humain qui affecte 1,2 millions de personnes dont au moins 500 000 enfants selon l'UNICEF. Cette situation particulièrement difficile, pourrait donner l'impression d'un perpétuel recommencement. Faudra-t-il éternellement tout reconstruire ? Pourquoi et comment le collectif Solidarité Laïque inscrit-il ses actions dans la résilience et la durabilité, aspects fondamentaux de notre intervention en Haïti ?

AGIR DANS LA CONTINUITÉ, FAVORISER LA TRANSMISSION

Dès 1995, Solidarité Laïque a misé sur des actions durables en commençant par la réouverture de l'école professionnelle de Jérémie (Grand'Anse), alors fermée depuis près de 10 ans suite à la chute du Président Jean-Claude Duvalier. Deux nouvelles filières (contremaître-maçon et électricité) sont alors ajoutées au programme. C'est sur ces mêmes jeunes formé.e.s que notre collectif s'appuiera une quinzaine d'années plus tard pour réaliser les chantiers de reconstruction et de réhabilitation des écoles publiques affectées par l'ouragan Matthew.

En s'engageant dans les zones toujours plus reculées où la présence de l'État et de bâtiments en dur sont quasi inexistantes, Solidarité Laïque fait clairement le choix de renforcer les capacités de résilience des populations les plus vulnérables. De l'école nationale de Baliverne à celle de Montoget, des années 90 à nos jours, la démarche est toujours la même : s'appuyer sur les forces vives et le potentiel des communautés pour construire des réponses adaptées et concertées.

Dans cette même logique, avec l'appui des Francas (membre de notre collectif) et de l'Amicale Laïque de Coueron, les équipes de Solidarité Laïque en Haïti se sont fortement investies dans la mise en place du foyer de Roseau, aujourd'hui creuset de la formation de jeunes animateurs/animateuses de la Grand'Anse et fabrique d'associations de jeunes. Cette action de longue durée démarrée en 2008, à travers le parrainage de jeunes écoliers/écolières provenant des milieux les plus modestes, a permis à une cinquantaine d'enfants de terminer leurs études classiques (équivalent du lycée en Haïti).

Plus tard, après le séisme de 2010, Solidarité Laïque a capitalisé sur son expertise acquise dans le pays, avec la mise en œuvre du "Programme Collectif pour le développement de l'Éducation et du Dialogue social en Haïti"

(PROCEDH), qui visait à renforcer les actions de la société civile. 5 communautés éducatives ont ainsi été créées puis appuyées dans le but qu'elles s'approprient les problématiques de l'École publique de leur localité.

DES ACTIONS PENSÉES POUR DURER, CONSTRUITES POUR RÉSISTER

Le Programme "Timoun Retounen lekol" a quant à lui été mis en œuvre pour réhabiliter et reconstruire 45 écoles aux normes parasismiques, à la suite de l'ouragan Matthew de 2016. La résistance de toutes ces nouvelles constructions face au séisme du 14 août 2021 démontre l'efficacité de cette action, au-delà des périodes d'urgence. Cette démarche, qui a impliqué des membres du Ministère de l'Éducation Nationale et des collectivités territoriales (30 personnes), 120 volontaires de la Communauté et plus 1 500 élèves et enseignant.e.s, s'est essentiellement focalisée sur le renforcement des compétences ainsi que la gestion des risques et des désastres. L'expérience a permis de gérer au mieux les conséquences du dernier séisme et d'envisager un projet plus large : "L'école comme vecteur de cohésion sociale en Haïti".

Pour Solidarité Laïque, l'essentiel réside avant tout dans le renforcement de la résilience des Haïtien.ne.s. Parallèlement à la réponse aux besoins d'urgence et à la reconstruction des infrastructures, notamment des écoles publiques, il est fondamental d'investir dans le capital humain haïtien. Au lendemain du séisme du 14 août, l'Antenne de Solidarité Laïque Caraïbes a su rapidement fédérer plusieurs organisations haïtiennes pour débloquer des réponses immédiates aux besoins des populations les plus touchées. Solidarité Laïque estime qu'être solidaire avec le peuple haïtien, c'est d'abord lui faire confiance sur sa capacité à relever les défis qui sont les siens. ■

DOSSIER...



© Etienne Fèvre

D'après une enquête de la Banque Mondiale, 40 % des jeunes qui rejoignent les mouvements rebelles ou de radicalisation se disent motivés par le manque d'emploi.

PRENDRE SA PLACE DANS UN MONDE COMPLEXE " JE ME CHERCHE, JE ME DEBROUILLE."

La problématique de l'emploi des jeunes est une question mondiale. En Afrique ou dans les Caraïbes, elle est une véritable bombe à retardement. Avec 200 millions d'habitant.e.s âgé.e.s de 15 à 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune au monde. Mais le chômage des jeunes y est deux fois plus élevé que celui des adultes dans la plupart des pays ; une situation qui, chaque année, conduit plus de 30 millions de jeunes Africain.e.s sur le marché du travail sans pouvoir, pour la plupart, décrocher un emploi.

Ces jeunes, confronté.e.s au chômage, doivent décider entre trois possibilités : rester chômeur, chômeuse, se trouver un emploi salarié dans le public ou le privé ou s'auto-employer. Nombreux d'entre eux/elles se retrouvent ainsi dans le secteur informel commercial avec l'espoir d'échapper à une vie marginalisée

et de voir à terme la réalisation de leur projet économique. Ce secteur qui s'affiche comme une destination offerte, un espace de promesse de réussite ou un milieu de transition vers l'insertion dans l'économie formelle, est le lot commun de masses de jeunes menant généralement une vie pénible sous une toile de fond caractérisée par l'exploitation.

Dans un monde caractérisé par de plus en plus de risques multiformes (démographie, migration internationale ou régionale, exode rural, climat, terrorisme, situation sanitaire, coup d'états, troubles sociopolitiques, marginalisations ethniques...), trouver sa place dans la société relève du parcours du combattant. D'après une enquête de la Banque Mondiale, 40 % des jeunes qui rejoignent les mouvements rebelles ou de radicalisation se disent motivés par le manque d'emploi.

La plupart des gouvernements en Afrique lancent des dynamiques d'emploi-jeune à travers divers dispositifs. Ces politiques qui devraient concourir à la création et à la consolidation d'emplois en faveur des jeunes restent cependant fortement marquées par leur inaccessibilité. Seule une élite peut y prétendre et les modalités d'accompagnement des projets ou d'acquisition des compétences indispensables ne tiennent pas compte des réalités socio-économiques des jeunes.

Il nous faut donc penser d'autres stratégies responsabilisant la jeunesse elle-même. Ces stratégies qui se doivent d'être largement inclusives avec par exemple la prise en compte des personnes en situation de handicap, doivent également mettre fin aux idées reçues et aux stéréotypes à l'égard des jeunes femmes. Certains secteurs comme le numérique, les industries créatives et culturelles ou les nouvelles technologies de l'environnement se prêtent largement à la prise en compte de ces conditions et constituent de vraies niches, des pistes porteuses d'espoir. ■

Alphabétisation **SE FORMER ET FORMER À SON TOUR, LE SUR-MESURE AU SECOURS DES JEUNES CHÔMEURS. CHÔMEUSES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.**



© Solidarité Laïque Afrique de l'Ouest

Du fait de la crise de l'apprentissage qui touche actuellement toute l'Afrique subsaharienne*, des millions de jeunes peinent à obtenir un emploi stable et rémunérateur sur le continent car leurs acquis scolaires sont trop faibles. Certain.e.s d'entre eux.elles n'ont jamais été à l'école, ou l'ont quittée trop tôt, et ne savent ni lire ni écrire. D'autres ont été scolarisé.e.s, parfois jusqu'à l'université, mais manquent de compétences transversales ou professionnelles pour accéder à l'emploi. Aussi, pour faciliter l'insertion de ces jeunes sur le marché du travail, Solidarité Laïque, à travers son programme « Compétences pour Demain », met en œuvre différents dispositifs de formation sur-mesure pour les « 15-35 ans », au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Sénégal. Ces dispositifs, portés par les Laboratoire d'Innovation Sociale (LABIS) sont adaptés aux profils et aux besoins des jeunes.

Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire par exemple, 35 étudiant.e.s en didactique sont formé.e.s depuis le début de l'année 2021 dans le domaine de l'alphabétisation fonctionnelle. Au fur et à mesure de leur montée en compétences, ils.elles sont invité.e.s à animer des cours d'alphabétisation dans leur ville ou leur quartier en étant accompagné.e.s

par des tuteurs.tutrices. L'impact de ce projet est donc double : il s'agit, non seulement, de former des formateurs.formatrices, mais aussi de permettre à de jeunes adultes n'ayant jamais été scolarisé.e.s d'apprendre à lire et à écrire. D'ici février 2022, ce sont au total plus de 170 jeunes qui auront intégré le dispositif (50 étudiant.e.s en didactique et 120 jeunes analphabètes).

Au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, plus de 110 jeunes ont suivi gratuitement les formations en « techniques de recherche d'emploi » que Solidarité Laïque organise depuis 2020. Elles ont été lancées au début de la pandémie COVID-19, pour répondre à la demande de chômeurs.chômeuses ouest-africain.e.s forcé.e.s de rester chez eux.elles du fait du confinement et qui ne disposaient pas des compétences nécessaires pour rechercher un emploi « à distance », depuis leur domicile. Très rapidement, le programme a porté ses fruits. Des dizaines de jeunes stagiaires ont eu accès à un CDI dans leur domaine de compétences. Le programme a donc été maintenu après le déconfinement.

Formations de formateurs.formatrices, alphabétisation fonctionnelle, accompagnement

à la recherche d'emploi : cette liste est loin d'être exhaustive. En partenariat avec des universités publiques, des institutions expertes en formation de formateurs.formatrices (l'Institut français de Côte d'Ivoire notamment) et différentes organisations de la société civile, Solidarité Laïque construit actuellement d'autres dispositifs de recherche-action visant à outiller les jeunes en stratégies qui faciliteront leur insertion sur le marché du travail. Notons, pour exemple, l'appui à l'École Normale Supérieure de Bamako dans la construction de modules de formation destinés aux lycéens. Des projets variés qui visent tous à relever le même défi : le développement pérenne des compétences et de l'employabilité des jeunes en Afrique francophone subsaharienne. ■

*Laurent Puren et Bruno Maurer, 2018, La crise de l'apprentissage en Afrique francophone subsaharienne.

Genre et employabilité **DES MÉTIERS POUR LES HOMMES, DES MÉTIERS POUR LES FEMMES ? HARO SUR LES IDÉES REÇUES EN AFRIQUE DE L'OUEST !**

En Afrique, l'accès des femmes à l'instruction, à l'apprentissage et au capital est très limité. Il est aussi très marqué par les normes sociales et culturelles qui valorisent plutôt les activités reproductives et domestiques pour les femmes. Cette situation permet aux hommes d'accéder à des revenus mensuels médians plus de deux fois supérieurs à ceux des femmes, quand 90 % d'entre elles travaillent dans l'économie informelle, sans protection sociale⁽¹⁾.

Ces normes sociales, combinées aux influences des systèmes patriarcaux et capitalistes dont l'Afrique a hérité, conduisent les femmes à « s'autolimiter » à certaines catégories de métier. Moins leur niveau d'éducation est élevé et plus les femmes se conforment aux représentations populaires selon lesquelles certains métiers sont réservés

aux hommes ou aux femmes. La dimension genre que Solidarité Laïque insufflé dans ses programmes, combat, en premier lieu, ces idées reçues même si les contextes sont parfois très difficiles.

« La lutte contre les discriminations liées au genre a d'emblée été posée comme un principe d'action du programme "Compétences pour demain", explique Pierre Sawadogo, Directeur de Solidarité Laïque Afrique de l'Ouest. Tous les LABIS prennent en compte les spécificités liées à l'émancipation sans condition des femmes et garantissent des espaces sans harcèlement et sans stigmatisation. Ils facilitent aussi l'accès des femmes aux formations de toutes sortes, sans aucune réserve. Toutes les formations donnent la priorité aux femmes, mais le constat est le même : il y a toujours plus d'hommes que de femmes qui y participent. »

Au Bénin, dans les formations et les activités liées au numérique, où l'on observe un taux de fréquentation très faible des jeunes femmes, une stratégie particulière a été mise en place pour susciter leur intérêt : des ateliers découverte aux métiers du numérique exclusivement adressés aux jeunes femmes, des débats avec des femmes modèles de réussite dans ces métiers, l'hébergement du réseau des femmes professionnelles des métiers du numérique (Women in Tech Bénin), etc.

L'attention particulière que Solidarité Laïque accorde à l'égalité de genre dans l'ensemble de ses programmes, vise à contribuer à un changement de mentalité des communautés, y compris des femmes elles-mêmes. ■

(1) Bureau international du Travail (BIT)

Culture et employabilité **LA CULTURE COMME LEVIER DE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES : TOUT À FAIRE !**

Lors de l'assemblée plénière du Programme Concerté Pluri-Acteurs « Soyons Actifs/Actives » à Tunis à la fin du mois de septembre 2021, s'est tenu un panel sur « La culture, un levier pour le développement », avec Alain Canonne (Délégué général de Solidarité Laïque), Manuèle Debrinay-Rizos (Présidente du Roberto Cimetta Fund), Walid Ayadi (metteur en scène et Président de l'Association ADO+) et Shiran Ben Abdelrazzak (Directeur exécutif de la Fondation Rambourg Tunisie). Nous en avons tiré des enseignements utiles en Tunisie, mais également dans l'ensemble des territoires où Solidarité Laïque intervient.

On associe encore trop peu souvent la culture à l'économie. Or en 2013, les revenus mondiaux de l'économie créative et culturelle s'élevaient à 2.250 milliards de dollars, avec une capacité d'employabilité de 21,5 millions d'emplois dans le monde⁽²⁾. Ces chiffres massifs sont très inégalement répartis dans le monde, l'Afrique représentant notamment moins de 3 % de ces volumes. L'économie créative et culturelle y a donc un fort potentiel de développement territorial (local et national).

Dans le secteur de la culture en général, et en Afrique en particulier, il manque un environnement favorable pour que l'employabilité se développe. **Il n'y a pas de politique publique culturelle et au niveau collectif, la culture n'est pas véritablement prise en compte.**

Le manque d'espace d'expression pour les artistes, la faiblesse des enseignements artistiques à l'école ou de la formation sur l'ensemble des métiers culturels et créatifs et la fragilité de marchés de l'art local peu organisés et professionnalisés, sont autant de freins pour les artistes et les opérateurs du secteur. **Comme dans tous les autres domaines du développement, il est indispensable que la société civile pousse à l'existence d'une politique publique structurée de la culture.**

À travers son programme pour l'employabilité des jeunes en Afrique de l'Ouest, Solidarité Laïque, en tant qu'acteur de l'éducation, soutient les espaces d'expression et de formation artistique créés par les artistes eux-mêmes, comme à Ouagadougou avec le centre Kayiri des artistes Kader Kaboré et Sahab Koanda ou à Porto Novo avec le centre

d'art thérapie porté par l'artiste photographe Louis Oké Agbo. Notre objectif de contribuer à la reconnaissance des métiers des industries culturelles et créatives passe par exemple par notre partenariat avec la Biennale de la Sculpture Internationale de Ouagadougou (BISO) ou par des formations pour les jeunes Ouest Africains sur les techniques du « Stand Up Comedy » et de « l'éloquence » favorisant l'expression, mise en confiance et apprentissage du français, organisées avec l'artiste haïtien Christolin Rodlin. Des conférences sur les industries culturelles et créatives se mettent également en place.

Solidarité Laïque soutient fortement l'éducation artistique et culturelle dans l'ensemble de ses programmes autour du monde. Toutes ces actions sont au cœur de l'innovation en matière d'employabilité et entendent profiter des opportunités qui se présentent dans le domaine des industries culturelles et créatives, premier employeur en France devant l'automobile, mais secteur encore à peu près vierge et à fort potentiel dans les pays où nous agissons. ■

(2) Source EY 2013

INTERVIEW L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, SOURCE D'EMPLOIS POUR LA JEUNESSE TUNISIENNE

Au sein du pôle ISP-ESS dans le cadre du Programme concerté pluri acteurs (PCPA), comment procédez-vous pour installer l'ESS en Tunisie ?

L'ESS est au cœur du Programme "Soyons Actifs/Actives" depuis le début. Nous avons commencé par de la sensibilisation pour la faire reconnaître auprès des structures étatiques, des entreprises privées, de la société civile et surtout des jeunes, pour améliorer leur employabilité. Nous avons travaillé pour que le marché de l'emploi soit vraiment accessible aux jeunes. L'ESS est un secteur qui peut répondre à la question du chômage en Tunisie et améliorer la façon d'entreprendre, autrement qu'avec le secteur libéral basé sur la concurrence. Nous misons sur la collaboration et le travail collectif.



Hamadi Jeljeli

Coordinateur du pôle Insertion professionnelle et Économie sociale et solidaire (ISP - ESS) du PCPA Soyons Actifs/Actives, Président de l'association Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche (CCDE), Gérant de la Société Coopérative des Entrepreneurs Solidaires (SCEs)

Un projet de loi sur l'ESS a été proposé par l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT). Nous avons développé un plaidoyer pour faire reconnaître ce projet, en effectuant une série de séminaires de sensibilisation et de reconnaissance de l'ESS dans chacun des 24 gouvernorats du pays. À l'issue de ces séminaires, nous avons produit un rapport avec des recommandations que nous avons portées au Parlement qui discutait du projet de loi. Nous avons alors participé à des négociations et réussi à faire passer notre vision de l'ESS au sein de la nouvelle loi.

Comment la jeunesse appréhende-t-elle l'économie sociale et solidaire ? Quels intérêts y trouve-t-elle ?

Nous sommes entré.e.s en contact avec des jeunes pour leur présenter le secteur de l'ESS, le fonctionnement de ce modèle économique et ses opportunités. Ils.Elles ont ainsi découvert une nouvelle possibilité d'entreprendre pour un autre marché en Tunisie, un autre modèle économique où ils.elles peuvent notamment créer leur propre entreprise. Suite à des entretiens avec des jeunes, nous avons diagnostiqué leurs difficultés à entreprendre : isolement, manque d'information, peur du marché. Des solutions ont été trouvées pour les encourager à entreprendre dans l'ESS. Nous nous sommes investi.e.s pour qu'ils.elles participent à l'atelier de préparation des labélisations, organisé par le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi. La majorité de ces jeunes attend les décrets d'application de la loi pour se lancer dans ce secteur. Ils.Elles sont prêt.e.s. Malheureusement, la COVID-19, puis la crise politique depuis le 25 juillet 2021 ont retardé la sortie des décrets. Les jeunes souffrent et les besoins sont énormes ;

il est temps de leur répondre, notamment en valorisant le secteur de l'ESS.

Quels résultats constatez-vous sur le terrain en matière d'employabilité et d'auto-emploi des jeunes ?

Le pôle ISP-ESS (Insertion socio-professionnelle - Économie sociale et solidaire) a pour objectif de rendre le terrain accessible aux jeunes pour entreprendre. Nous avons travaillé à partir de projets de terrain incluant une part de sensibilisation, de reconnaissance de l'ESS et d'encouragement vers la création de structures mutualistes et coopératives. C'est notamment le cas à Djerba où des jeunes ont créé une association d'artisan.e.s, à Kasserine, à Sidi Bouzid, à Gabés, à Tozeur, ou encore à Bizerte avec la création d'une coopérative d'emplois. Des structures d'ESS y sont mises en place et des démarches menées pour que le gouvernement les adopte, contribuant ainsi au développement avec une nouvelle vision, un nouveau modèle économique inspiré de l'expérience française.

Comment cela est-il reçu sur le terrain par les citoyen.nes et par les politiques ?

Dès 2011, les politiques, de droite ou de gauche, ont intégré l'ESS dans leurs programmes. Cela nous a fortement interrogé.e.s. Comment des défenseurs.euses de l'économie libérale pouvaient-ils.elles adhérer à l'ESS ? Ils.Elles ont pris conscience que cela peut représenter un pilier de l'économie tunisienne et la stabiliser,

L'ESS PEUT RÉPONDRE À LA QUESTION DU CHÔMAGE EN TUNISIE ET AMÉLIORER LA FAÇON D'ENTREPRENDRE.

surtout après l'échec des modèles des époques de Ben Ali et de Bourguiba. Pendant 10 ans, rien n'a changé ; c'est pour cette raison qu'un autre type de révolution pour un changement radical et total à l'échelle économique s'impose en Tunisie. Ils.Elles ont dit être là avec une approche sociale pour faire de l'économie tout en répondant à des besoins sociaux. Mais ce n'est pas cela l'ESS. De notre côté, nous sommes très clair.e.s : l'ESS doit avoir des objectifs, des principes et des valeurs qu'il faut prendre en bloc. C'est toute une école, une philosophie, c'est tout un modèle économique différent du modèle libéral.

L'ÉCONOMIE LIBÉRALE EST RESPONSABLE DU CHÔMAGE, DE LA PAUVRETÉ, DE LA DESTRUCTION DE LA NATURE.

L'ESS répond d'abord à un besoin social en s'organisant en collectif incluant toutes les valeurs démocratiques. Chaque changement va rentrer en conflit avec l'économie libérale qui est responsable du chômage, de la pauvreté, de la destruction de la nature. C'est un modèle économique qui n'a pas pour objectif de créer de la richesse par le profit mais de chercher un équilibre à l'échelle humaine. L'être humain est au cœur de l'acte d'entreprendre collectivement. C'est ainsi que l'on ira vers la création d'une autre société basée sur des valeurs et des principes au cœur de l'acte d'entreprendre. Nous avons une autre vision pour empêcher le monde libéral de gagner plus d'espace et nous la défendrons lors du Forum international social et solidaire qui se tiendra à Tunis fin octobre 2021. ■

Résilience éducative

POURSUIVONS L'EFFORT DE RECONSTRUCTION ET DE RESCOLARISATION EN HAÏTI



© Solidarité Laïque Caraïbes

Solidarité Laïque s'investit auprès de la population haïtienne depuis près de 30 ans, en particulier dans les départements les plus touchés par le séisme du 14 août 2021, le Sud, la Grand'Anse et les Nippes. Depuis cette catastrophe, nous sommes mobilisé.e.s autour de nos équipes basées sur place, en partenariat avec Aide et Action et avec l'appui de l'agence locale de l'AFD et de l'Ambassade de France, et mettons en œuvre des actions d'urgence coordonnées avec nos partenaires locaux et régionaux.

1) La collecte en ligne

Lancée immédiatement après le séisme, la collecte commune mise en place par Solidarité Laïque et Aide et Action est toujours accessible. **Il est encore temps de soutenir Haïti en faisant un don sur www.solidarite-laique.org**

2) L'appui psychologique

Dans le cadre de notre programme « *Lekol chimen Libeté* », 15 camps d'accueil ont été installés dans les zones touchées par le séisme, pour apporter un appui psychosocial aux enfants, élèves et professeur.e.s et créer des espaces de loisirs et d'animation pour les jeunes.

3) La reconstruction

Les reconstructions réalisées par Solidarité Laïque ces dernières années ont parfaitement tenu le coup. Ces écoles concernées servent aujourd'hui d'abri pour les populations les plus touchées. Un nouveau projet de réhabilitation d'un grand nombre d'écoles est actuellement à l'étude.

4) La Rentrée solidaire

20 000 kits scolaires et autant de sacs à dos sont en route vers Port au Prince pour équiper des élèves haïtiens en fournitures scolaires et assurer une reprise dans de bonnes conditions, à la rentrée de janvier 2022.

5) L'envoi de biens essentiels

Afin de participer à l'effort de reconstruction, de proposer des logements provisoires décentes et de soutenir les familles fragilisées, nous organisons le transport de matériels vers Port-au-Prince par containers.

- 100 tentes humanitaires pour mettre à l'abri 800 professeur.e.s, à proximité de leurs logements, en partenariat avec l'association SOS attitude,
- 1 000 sacs de couchage,
- 2 000 ponchos pour enfants et adultes,
- 1 000 couvertures polaires de grande dimension,
- 2 000 paires de bottes,
- 1 000 kits d'hygiène et de nombreux matériels sanitaires de première nécessité,
- Des lits de camps et des matelas. ■

Éducation publique

#NEVENDEZPAS LEDUCATION LA PRIVATISATION DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS DOIT ÊTRE CONTRÔLÉE !

À l'occasion de la Journée de mobilisation contre la marchandisation de l'Éducation du 22 septembre 2021, notre collectif composé d'organisations liées à l'école publique l'a réaffirmé : **seule une éducation publique de qualité est capable d'offrir à chacun.e de véritables perspectives d'avenir.**

Les carences des États à offrir des systèmes éducatifs de qualité pour toutes.tous. renforcées par la pandémie de COVID-19 et l'implication croissante et opportuniste des acteurs privés de l'éducation, ont été dénoncées au cours de 2 webinaires réussis :

- « *Quelles sont les actions, régulations, réglementations à promouvoir pour lutter contre le développement incontrôlé des acteurs privés dans l'éducation, notamment dans le secteur numérique ?* », organisé par le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation dont Solidarité Laïque est membre, avec la participation de représentant.e.s de la société civile, de membres du Réseau, de représentant.e.s de gouvernements, de la CONFEMEN et de la rapporteuse spéciale auprès des Nations unies sur le droit à l'éducation, Dr Koumba BOLY BARRY.

- « *Comment lutter contre la marchandisation de l'éducation ?* », avec les équipes internationales de Solidarité Laïque qui ont échangé sur les réalités de la privatisation et de la marchandisation de l'éducation en Méditerranée, en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes. ■

Agenda solidaire

SAMEDI 20 NOVEMBRE
Journée internationale des Droits de l'Enfant

JEUDI 9 DÉCEMBRE
Journée nationale de la Laïcité

SAMEDI 18 DÉCEMBRE
Journée internationale des Migrant.e.s

Soutenez l'Éducation des enfants

D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

LE LEGS

Pour soutenir nos actions en garantissant la maîtrise de votre héritage, vous pouvez faire un legs en faveur de Solidarité Laïque.

LES DONATIONS ET GRANDS DONNÉS

Vous pouvez faire un don ou transférer de votre vivant la propriété d'un bien à Solidarité Laïque.

LES ASSURANCES-VIE

Vous pouvez identifier Solidarité Laïque en inscrivant sur votre contrat notre nom et notre adresse : 22 rue Corvisart 75013 Paris.



« Votre générosité est une arme pour changer la vie de milliers de filles et de garçons à travers le monde, en leur donnant accès à une éducation publique, laïque et de qualité. Je suis à votre disposition pour vous accompagner, quelles que soient la forme et le moment que vous choisirez pour votre don. »

Majda Devienne, Responsable des dons et des legs - 01 45 35 01 85 - mdevienne@solidarite-laique.org

 Solidarité Laïque



**Solidarité
Laïque**

4COUV121



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

Faites un don avant le **31/12** pour bénéficier de **66% DE DÉDUCTION FISCALE** sur l'année **2021**

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les traiter et conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par email info@solidarite-laique.org ou par courrier 22 rue Corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

OUI j'aide Solidarité Laïque à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20 € 50 € 100 € 200 € _____ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE : _____

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____